Zeitschrift: Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie = Économie et sociologie rurales [1980-2007]

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie

Band: - (1992)

Heft: 1

Artikel: La sécurité alimentaire : la situation des pays en développement

Autor: Itty, Pradeep

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-966376

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LA SECURITE ALIMENTAIRE: LA SITUATION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT [1]

Pradeep Itty

La sécurité alimentaire a été définie par la Banque Mondiale comme étant l'accès pour tous et en tout temps à suffisamment de nourriture pour mener une vie active et saine. C'est aussi la capacité d'un pays à se pourvoir en aliments et à éviter des disettes critiques même dans les conditions les plus défavorables.

Un problème majeur d'insécurité alimentaire existe dans deux régions des pays en développement: en Asie du Sud (sous-continent indien) et en Afrique sub-saharienne. Ces régions correspondent aussi à celles où vivent la majorité des pauvres du monde. Les développements récents ont détourné l'intérêt porté aux problèmes de cette partie de l'humanité au profit des pays de l'Europe de l'Est. A court terme, il est probable que la réduction proposée du protectionisme agricole aux Etats Unis et dans la Communauté Européenne se traduise par une augmentation du coût des importations alimentaires et ce problème n'a pas reçu toute l'attention requise. Les effets adverses sus-mentionnés ne doivent toutefois pas être interprétés comme signifiant qu'une réforme ne doit pas être entreprise dans les pays de l'OCDE mais que des me-

---

[1] Cette contribution est basée sur les discussions menées lors de la 21ème Conférence Internationale des Agro-Economistes à Tokyo au sein du groupe de travail sur la sécurité alimentaire. Je me suis concentré sur la session dirigée par Mme Uma Lele concernant l'Asie du Sud et l'Afrique, régions que j'étudie en particulier.

sures palliatives devraient être envisagées à court et moyen terme, particulièrement en termes de mesures d'assistance à l'Afrique.

Le nombre des pauvres en Asie du Sud est estimé à environ 300 million selon le Rapport 1990 de la Banque Mondiale sur le Développement dans le Monde. Les estimations prévoient que ce chiffre aura baissé d'ici en l'an 2000, à cause de la croissance économique. En contraste, le nombre de pauvres en Afrique sub-saharienne est estimé à 165 million selon les mêmes sources et si la tendance de la croissance économique se poursuit, on prévoit que ce nombre augmentera pour atteindre les 200 million en l'an 2000. L'Inde, qui constitue l'élément le plus le plus important du tableau dressé pour l'Asie du Sud, a un surplus marginal de production alimentaire. Bien que la croissance de la production alimentaire indienne ait été due aux subsides accordés aux engrais, à l'eau d'irrigation et au support des prix agricoles à la production, il est prévu que ce surplus marginal soit maintenu après la levée des subsides qui est inscrite au programme de certaines réformes. Le problème de l'insécurité alimentaire en Inde est largement due à une demande insuffisante résultant d'une distribution biaisée des revenus et d'une trop faible croissance de l'emploi. L'Inde et l'Asie du Sud possèdent le capital humain et institutionnel et le savoire-faire pour poursuivre une politique orientée vers l'emploi. Le problème en Inde et en Asie du Sud est largement du à une volonté politique inadéquate et une instabilité politique croissante qui a détourné la poursuite de politiques qui sont orientées vers la croissance et qui augmentent aussi les revenus et l'emploi des pauvres.

Le problème d'insécurité alimentaire en Afrique sub-saharienne est plus complexe. Il peut être qualifié de problème classique d'offre insuffisante étant donné que, dans la plupart des pays Africains, le revenu et l'emploi sont largement déterminés par le développement de l'agriculture (y compris dans le secteur non agricole). De

plus, la part alimentaire constitue une large proportion du secteur agricole en Afrique en termes de valeur ajoutée, emploi, revenus etc.

L'urbanisation rapide, le régime des taux de change et les changements de la structure de la consommation en Afrique ont provoqué une substitution du riz et du blé à la place des cultures alimentaires traditionnelles. Les politiques de substitution d'importation, y compris jusqu'en 1985 dans le secteur agricole, ont résulté en un déclin du volume des exportations ainsi qu'en un changement d'accent de la production alimentaire. On est passé d'une prédominance des cultures traditionnelles à celle du riz, du blé et de la canne à sucre. Etant donné que les prix mondiaux des aliments ont baissé plus rapidement que ceux de nombre de cultures exportées par l'Afrique, ce continent aurait eu avantage a promouvoir la production de cultures d'exportation. L'Afrique aurait ainsi pu mieux pourvoir à la demande de riz et de blé, cultures pour lesquelles elle ne possède pas d'avantage comparatif, par des importations, tout en encourageant la production de cultures alimentaires traditionnelles. Les politiques poursuivies ont encouragé la demande tout en réduisant la capacité d'importation.

A la suite des développements sur le marché international, tels ceux concernant les réformes proposées dans les pays de l'OCDE, on prédit une hausse des prix mondiaux des céréales importées par l'Afrique et donc du coût des importations d'aliments. Ceci ne devrait pas poser de problèmes trop graves à une condition: les efforts d'ajustements structurels qui visent à déplacer les incitations au secteur des biens non-échangés vers celui des biens échangés doivent déboucher sur une forte réaction de l'offre, une croissance des exportations agricoles et de la capacité d'importation tout en augmentant le revenu domestique et l'emploi. Force est de constater que bien que les mesures d'ajustement structurels soient nécessaires, elles ne sont toutefois pas suffisantes pour induire une réaction rapide de l'offre. Il y a une détério-

ration énorme de la recherche et de vulgarisation agricoles, de l'infrastructure, de l'accès au crédit et aux intrants qui limite la réaction de l'offre que les réformes devraient entraîner. En effet, s'il devait y avoir une importante sécheresse en Afrique et que les exportations d'aliments vers l'Europe de l'Est se maintenaient en même temps que l'application d'une réforme des politiques des pays de l'OCDE, cela résulterait en une situation semblable à celle de 1974: des prix d'aliments élevés sur le marché mondial, une pénurie des stocks et une faible capacité d'importation des pays africains pour se procurer ces commodités.

Selon diverses études menées par la Banque Mondiale dans nombre de pays Africains, la production de cultures alimentaires n'a pas été suffisamment rapide, à part au Zimbabwe, à Madagascar et au Burkina Faso, pour compenser la croissance de la population humaine ainsi qu'une de ses conséquences qui est le mouvement d'hommes vers les terres marginales.

Il n'y a pas de doutes qu'à part l'accent sur l'accroissement de la production des cultures d'exportation, l'Afrique doit tourner son attention de manière urgente vers une croissance de la production de cultures alimentaires. L'expérience suggère que la politique alimentaire devrait se concentrer sur les cultures plus traditionnelles comme le sorgho, le millet, le manioc, l'igname et le maïs plutôt que sur le riz et le blé. A ce sujet, il convient d'ajouter une note de caution, car une dépréciation des monnaies locales risque d'améliorer l'avantage comparatif des deux dernières cultures citées. La politique alimentaire devrait également accorder une priorité aux régions ayant les meilleures potentiels physiques ainsi qu'à la recherche, à la vulgarisation, à la provision d'intrants et à la politique des prix.

Finalement, à cause du nombre croissant de consommateurs pauvres qui dépendent du marché alimentaire, des subsides ciblés devraient être accordés afin de soulager leur insécurité alimentaire et augmenter leur pouvoir d'achat.

Adresse de l'auteur:

Pradeep Itty
Institut d'Economie Rurale
ETH Zentrum
8092 Zurich